

Chronologie

Januar–März / janvier-mars 2017

Januar/janvier

04.01. Ein neuer Gesetzeszusatz zum Arbeitsrecht für Betriebe mit mehr als 50 Angestellten tritt in Kraft, wonach Arbeitnehmer E-Mails und Handyanrufe nicht mehr rund um die Uhr beantworten müssen. Damit sollen zum einen Arbeitszeiten eingehalten und zum anderen die Balance von Arbeits- und Freizeit besser gewährleistet werden.

12.01. Die französische Justiz darf der Großbank UBS eine Kautions von 1,1 Milliarden Euro auferlegen. Eine Klage der Bank war zuvor vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte gescheitert. Hintergrund sind steuer- und strafrechtliche Ermittlungen. Die UBS soll vermögenden Franzosen bei der Hinterziehung von Steuern geholfen haben. Die Bank weist die Vorwürfe zurück.

13.01. Frankreich will radikalisierte Jugendliche künftig leichter daran hindern, in Einflußgebiete islamistischer Gruppen zu reisen. Eine vom Innen-, Justiz- und Familienministerium gemeinsam erarbeitete Vorschrift sieht vor, dass allein reisende Minderjährige zum Verlassen Frankreichs die schriftliche Erlaubnis eines Erziehungsberechtigten brauchen.

14.01. François Fillon wird offiziell zum Präsidentschaftskandidaten der französischen Konservativen gekürt. Der wirtschaftsliberale und wertkonservative Politiker hatte im November 2016 die Stichwahl der Republikaner um die Präsidentschaftskandidatur deutlich gegen Ex-Premier Alain Juppé gewonnen.

15.01. Afrikanische Staaten und Frankreich wollen künftig gemeinsam gegen Schlepper und Drogenhändler und damit auch gegen die Finan-

zierung des Terrorismus vorgehen, so Staatspräsident François Hollande bei dem Frankreich-Afrika-Gipfel in der malischen Hauptstadt Bamako. Frankreich wolle zudem in den kommenden fünf Jahren 23 Milliarden Euro für Entwicklung und Wachstum in Afrika bereitstellen und so die Migration eindämmen.

16.01. Frankreich wappnet sich wegen einer Kältewelle gegen mögliche Stromausfälle. Stromkonzern *Electricité de France* (EDF), Netzbetreiber

Une économie en bonne santé

Les chiffres publiés en début d'année montrent la bonne santé de la situation économique de l'Allemagne en 2016, avec notamment une chute du chômage à son niveau le plus bas depuis un quart de siècle. Selon l'Agence pour l'Emploi, il y avait en moyenne sur l'année 2,6 millions de demandeurs d'emploi, soit 104 000 de moins qu'en 2015, ce qui représente un taux de 6,1 % en baisse de 0,3 %. Le nombre d'actifs a pour sa part augmenté de 429 000 pour atteindre 43,4 millions.

Le 16 janvier, l'Etat boucle son budget 2016 avec un excédent de 6,2 milliards d'euros, dû à la baisse des taux d'intérêt et l'accélération de la croissance. Le rapport économique annuel du gouvernement, publié le 30 janvier, confirme la tendance pour 2017, tout comme l'Office de la statistique (*destatis*) qui note le 9 février un bilan des exportations (+1,2 %) dépassant de 252,9 milliards celui des importations (+0,6 %). La croissance de 1,9 % est la plus élevée depuis cinq ans, les salaires ont augmenté en 2016 de 1,8 % en moyenne.

Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), et François Talcy, journaliste.

Débuts de mandats

France : Successeur auto-désigné de Frank-Walter Steinmeier, l'ancien ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel, prend le 27 janvier ses fonctions de chef de la diplomatie allemande. Dès le lendemain, il effectue son premier déplacement à Paris pour y rencontrer Jean-Marc Ayrault et souligne l'intensité des relations franco-allemandes. Le 13 février, Angela Merkel reçoit à Berlin le nouveau premier ministre français Bernard Cazeneuve.

Etats-Unis : Le 2 février, Sigmar Gabriel est le premier ministre allemand à se rendre à Washington depuis l'entrée en fonction de Donald Trump. Il est également le premier à s'entretenir avec le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Rex Tillerson (investi le 31 janvier), et le vice-président Mike Pence. Il termine son bref séjour par une rencontre avec le nouveau secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres. A Berlin, Martin Schulz, qui a succédé à Sigmar Gabriel à la présidence du parti social-démocrate, qualifie les premiers accents de la politique américaine de « *Kulturkampf* ».



G20 GERMANY 2017

L'Allemagne assume cette année la présidence de cette organisation jusqu'à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres le 7 juillet à Hambourg. Les entretiens portent en tout premier lieu sur la politique étrangère de l'administration américaine du président Donald Trump. Berlin estime qu'aucun pays n'est en mesure de s'attaquer seul aux grands problèmes internationaux que sont le terrorisme, les changements climatiques, les crises humanitaires et les phénomènes d'exode.

A la 53^e **Conférence de Munich** sur la sécurité Angela Merkel prononce le 18 février un discours de politique étrangère devant trente chefs

d'Etat et de gouvernement ainsi que plus de 80 ministres des Affaires étrangères et de la Défense participant. Elle lance un appel en faveur d'une étroite coopération internationale pour surmonter les défis de la planète, estime que les structures de l'Union européenne ne sont pas assez efficaces pour qu'elle remplisse seule cette mission et demande leur renforcement avec le soutien des Etats-Unis. Elle demande par ailleurs que les autorités islamiques prennent leurs distances envers les milices de *Daesh*.

Après un report du déplacement de trois jours en raison de mauvaises conditions météorologiques, Angela Merkel rencontre le 17 mars pour la première fois le nouveau président américain à Washington, qui avait tenu auparavant des propos peu amènes à propos de la politique migratoire de l'Allemagne. Malgré de profondes divergences, l'entretien est qualifié d'amical et chaleureux. La veille, le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, s'était entretenu à Baden-Baden avec son homologue américain Steven Mnuchin qui insiste certes sur la nécessité de mettre fin aux déséquilibres (allusion à l'excédent commercial allemand), mais précise que les Etats-Unis ne veulent pas de guerre commerciale. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du G20 en présence des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales, ainsi que de plusieurs ministres de pays africains, la réunion accordant une place particulière à l'Afrique et à l'initiative *Compact with Africa* visant à mettre en place des partenariats pour l'investissement sur ce continent en coopération avec des banques de développement et le Fonds Monétaire International (FMI).

Russie : Le ministre des Affaires étrangères effectue sa première visite à Moscou le 8 mars et plaide en faveur d'un retour au désarmement entre la Russie et l'Alliance atlantique. Son homologue russe Sergej Lawrow accuse l'OTAN de coopérer avec les putschistes en Ukraine, Gabriel réitère indirectement les critiques occidentales quant à l'annexion de la Crimée.

und Umweltministerium fordern die Verbraucher auf, sparsamer mit Energie umzugehen und etwa Waschmaschinen außerhalb der stärksten Verbrauchszeiten laufen zu lassen.

20.01. Der TÜV Rheinland wird im Skandal um fehlerhafte Brustimplantate in Frankreich zur Zahlung von Schadenersatz in Millionenhöhe verurteilt. Das Handelsgericht von Toulon spricht den 20 000 Klägerinnen jeweils 3 000 Euro zu. Das deutsche Prüfunternehmen, das den Herstellungsprozess der Implantate der Firma *Poly Implant Prothèse* (PIP) zertifiziert hatte, kündigt Berufung an. PIP hatte die Brustimplantate statt mit Spezialsilikon mit billigerem Industriesilikon befüllt. Der TÜV hatte das Herstellungsverfahren bei PIP zertifiziert, nicht aber die Silikonkissen selbst kontrolliert.

22.01. Der frühere Minister Benoît Hamon setzt sich in der ersten Vorwahlrunde der Sozialisten um die Präsidentschaftskandidatur überraschend durch und trifft nun in der Stichwahl auf den früheren Regierungschef Manuel Valls. Am 29. Januar gewinnt Hamon die Präsidentschaftsvorwahl mit 60 %. Hamon tritt damit als Kandidat der Sozialisten bei der Präsidentschaftswahl an.

22.01. In Paris demonstrieren Tausende gegen Abtreibung. Zu dem „*Marsch für das Leben*“ hatten fünf Gruppen von Abtreibungsgegnern aufgerufen. Sie fordern mehr Bemühungen, um Schwangerschaftsabbrüche zu verhindern.

24.01. Die Regierung muss den Stromkonzern EDF mit 446 Millionen Euro für die Schließung seines Reaktors in Fessenheim entschädigen. Der Verwaltungsrat stimmt einer Abfindung durch den französischen Staat zu.

25.01. Bei einem Treffen in Paris fordern Bundespräsident Joachim Gauck und Präsident François Hollande angesichts weltweiter Krisen eine Stärkung der deutsch-französischen Zusammenarbeit. Als zentrale Sorgen nennen beide die Unsicherheiten nach dem Machtwechsel in den USA, den Konflikt mit Russland in der Ukraine-Krise und die Terrorbekämpfung.

Un nouveau chef d'Etat

Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre des Affaires étrangères, est élu le 12 février président de la République par l'Assemblée fédérale, qui réunit 630 députés du *Bundestag* et autant de représentants désignés par les parlements régionaux (*Landtage*) en fonction de la population dans chacun des *Länder*. Sur les 1 253 votes exprimés, Frank-Walter Steinmeier obtient 931 voix. Le chercheur Christoph Butterwege, spécialiste des questions de pauvreté, parvient au nom de *Die Linke* à réunir 128 suffrages sur son nom. Les trois autres candidats obtiennent à eux trois seulement 77 bulletins. 103 abstentions sont également enregistrées.

Frank-Walter Steinmeier est ainsi élu au premier tour et prend ses fonctions le 19 mars (et non le 19 février, comme indiqué par erreur dans l'article consacré à ce sujet dans le dernier numéro de *Dokumente/Documents*). Il prête serment le 22 mars devant l'Assemblée fédérale qui réunit les membres des deux chambres parlementaires, *Bundestag* et *Bundesrat*. Dans son premier discours, il déclare vouloir défendre la démocratie mise à mal par la progression du populisme.

Avant son élection, l'ancien chef de la diplomatie allemande avait assisté le 11 janvier à Bogota à une manifestation dans le cadre de la fondation d'un Institut de la paix germano-colombien. Le lendemain, il rencontrait à Berlin son homologue égyptien Sameh Shoukry, avant de se rendre le 15 janvier à la conférence sur le Proche-Orient à Paris. Le 17, il avait fait ses adieux aux ministres européens des Affaires étrangères réunis à Bruxelles, insistant sur la nécessité de rechercher dès que possible le dialogue avec le nouveau président américain Donald Trump. Le 23 janvier, il avait reçu à Berlin la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), puis le haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, avant de commémorer deux jours plus tard le 20^e anniversaire de la Déclaration germano-tchèque.

27.01. Bundeskanzlerin Angela Merkel empfängt Präsident François Hollande in Berlin. Bei dem Treffen im Kanzleramt stehen angesichts des bevorstehenden EU-Gipfel auf Malta europapolitische Fragen im Mittelpunkt.

28.01. Die Außenminister von Frankreich und Deutschland sprechen sich für die Aufrechterhaltung von Sanktionen gegen Russland aus. Beide Länder hätten dazu eine klare Position, so der neue Bundesaußenminister Sigmar Gabriel nach einem Treffen mit seinem Amtskollegen Jean-Marc Ayrault in Paris.

30.01. Außenminister Jean-Marc Ayrault spricht sich zu Beginn seines Besuchs im Iran für die Annullierung des vom amerikanischen Präsidenten Donald Trump verfügten Einreiseverbots für Staatsangehörige von sieben mehrheitlich

muslimischen Ländern aus, eine solche Entscheidung entspreche dem „gesunden Menschenverstand“.

31.01. Das Gesundheitsministerium verbietet per Dekret die Markennamen der „schlanken“ Zigaretten *Vogue, Fine, Allure* und *Corset*, die das Gefühl vermittelten, Zigaretten zu rauchen sei schick. Die Zigarettenhersteller bekommen ein Jahr Zeit, die Namen zu ändern.

Februar/février

03.02. In Paris schießt ein französischer Soldat in der Nähe des Louvre auf einen Mann, der ihn mit einer Machete angreifen wollte. Die französische Regierung stuft die Machetenattacke als Terroranschlag ein. Der Angreifer wird durch die Schüsse verletzt.

Droit d'asile

Le 1^{er} février, le programme *Starthilfe Plus* entre en vigueur, en coopération avec l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Cette initiative permet à l'Allemagne d'accroître de 40 millions d'euros l'aide financière accordée aux demandeurs d'asile qui s'engagent à retourner volontairement dans leur pays avant la fin de la procédure. Cette aide, accordée à tous ceux qui sont démunis, est désormais de 1200 euros pour les migrants âgés de plus de 12 ans qui retirent leur demande d'asile et de 800 euros s'ils quittent l'Allemagne sans déposer de recours après un refus de leur demande. Le programme ne concerne pas les personnes originaires des Balkans occidentaux.

Réunis en sommet extraordinaire le 3 février à Malte, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne entendent tout faire pour bloquer la route migratoire en Méditerranée en s'appuyant sur la Libye.

Le premier ministre tunisien Youssef Chahed se rend à Berlin le 15 février pour aborder avec la chancelière la question des retours volontaires des 1500 Tunisiens déboutés tout en tenant compte de la menace terroriste dans la région eu-

ro-méditerranéenne. Un hommage est rendu aux douze victimes de l'attentat du 19 décembre 2016 perpétré par un ressortissant tunisien. Le 19 février, Angela Merkel est reçue à Alger pour évoquer la question des flux migratoires, 90 % des migrants libyens désireux de gagner le continent européen passent par l'Algérie pour traverser la Méditerranée. Le 2 mars, c'est au Caire qu'elle aborde cette même question libyenne avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, avant de se rendre en Tunisie pour préciser les mesures prises en faveur d'une expulsion plus rapide des demandeurs d'asile déboutés par les autorités allemandes.

L'Allemagne a accueilli en 2016 environ 280 000 demandeurs d'asile (contre 890 000 l'année précédente), mais le nombre de demandes déposées a considérablement augmenté (plus de 745 000, soit 269 000 de plus qu'en 2015), 695 000 dossiers ont pu être traités : dans 36,8 % des cas, le statut de réfugié a été accordé, 22 % des demandeurs ont profité d'une protection subsidiaire. Plus de 170 000 demandes ont été rejetées et 25 000 personnes expulsées dans leur pays d'origine.

Passé d'armes entre Berlin et Ankara

La police allemande procède le 15 février à des perquisitions aux domiciles de plusieurs imams soupçonnés d'avoir espionné pour le compte d'Ankara des partisans de l'opposant Fetullah Gülen en Allemagne, que le président Recep Tayyip Erdogan accuse d'avoir fomenté le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. Ces imams, religieux fonctionnaires de l'Etat turc, exercent au sein de l'association islamique turque *Ditib*, la principale organisation de la communauté turque en Allemagne qui gère quelque 900 mosquées ou communautés. La Rhénanie du Nord/Westphalie annonce le 25 janvier qu'elle ne veut plus participer aux travaux du Conseil pour l'enseignement de la religion musulmane, car cinq enseignants ont été espionnés dans des établissements par des prédicateurs de *Ditib*, dont deux étaient retournés à Ankara pour échapper aux poursuites judiciaires.

Il y a 1,5 million de Turcs en Allemagne (sans compter les doubles nationalités), avec une présence moyenne de 28,1 années. Ils sont répartis dans dix *Länder*, principalement en Rhénanie du Nord/Westphalie (plus de 500 000) et dans le Bade-Wurtemberg (260 000). Outre l'ambassade à Berlin, la Turquie dispose de consulats dans 13 villes allemandes.

Les relations entre l'Allemagne et la Turquie sont tendues : avant la visite de la chancelière à Ankara le 2 février (la première depuis l'attentat de juillet), une quarantaine de soldats turcs stationnés dans des bases de l'OTAN en Allemagne demandent l'asile politique le 28 janvier. Angela Merkel, insistant sur l'importance de la liberté d'expression, demande que soit respectée l'opposition dans la lutte des autorités turques contre le terrorisme.

Le 18 février, dans le cadre de la Conférence de Munich sur la sécurité, elle demande au premier ministre Binali Yildirim que le journaliste turc Deniz Yücel, correspondant du quotidien *Die Welt*, en garde à vue depuis le 14 février pour « propagande au profit du terrorisme » (il avait rendu compte sur une affaire concernant le gen-

dre du président, ministre de l'Énergie), soit traité de façon équitable, conforme aux principes de l'Etat de droit. A plusieurs reprises, Berlin défend une couverture de l'actualité à l'étranger qui soit indépendante et de qualité. Plus de 160 députés du *Bundestag* adressent le 24 février une lettre à l'ambassadeur turc pour que soit libéré le journaliste, qui sera cependant placé en détention provisoire le 27, ce qui suscitera très vite les critiques du chef de l'Etat et des membres du gouvernement allemand.

Profitant de sa présence en Allemagne, Binali Yildirim participe à un meeting à Oberhausen devant des milliers de ressortissants turcs pour leur demander de voter en faveur d'une réforme de la constitution lors du référendum du 16 avril. Le 2 mars, l'intervention du ministre turc de la Justice à Gaggenau (Bade-Wurtemberg) est annulée à la dernière minute, officiellement pour « manque de places et de parkings ». La ville de Cologne refuse également de prêter une salle pour le ministre de l'Économie. Plusieurs discours de campagne électorale sont à leur tour interdits dans quelques villes. En réaction, le président turc qualifie le 5 mars à Istanbul les interdictions en Allemagne de « pratiques nazies », propos réitérés le 19 mars à l'adresse de la chancelière et qualifiés d'« infâmes » et de « déplacés » par l'ensemble du gouvernement.

Sur ce, une rencontre prévue pour le 7 mars à Hambourg avec le chef de la diplomatie turque est annulée pour « raisons de sécurité ». Il s'entretient finalement avec son homologue allemand Sigmar Gabriel à Berlin (qui estime le 18 mars comme peu réaliste l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne) et dénonce ce qu'il appelle une « tendance à l'islamophobie ». Si le gouvernement allemand entend ne pas jeter d'huile sur le feu, la ministre-présidente de Sarre Annegret Kramp-Karrenbauer (en campagne électorale) entend interdire dans son *Land* toute manifestation de responsables politiques étrangers susceptibles de menacer la cohabitation avec les Allemands.

07.02. In seiner Pressekonferenz zum Abschluss des EU-Gipfels auf Malta bewertet Staatspräsident Hollande die Beschlüsse des Gipfels. Die Übereinkunft der Europäischen Union mit Libyen zur Stärkung der Küstenwache sei ein weiterer Schritt zur Umsetzung der Politik zur Rettung von Flüchtlingen sowie zur Begrenzung von Migration. Hollande fordert zudem mehr Solidarität innerhalb Europas in Bezug auf die eigene Sicherheit innerhalb der NATO.

07.02. In einer gemeinsamen Erklärung zum israelisch-palästinensischen Konflikt betonen François Hollande und der Präsident der Palästinensischen Autonomiebehörde, Mahmud Abbas, in Paris, die Zweistaatenlösung sei die einzig mögliche Lösung. Es gäbe keine andere Möglichkeit, als das Zusammenleben der beiden Staaten in Frieden und Sicherheit zu ermöglichen.

10.02. Im Süden des Landes nahe Montpellier werden bei einer Razzia vier Verdächtige festgenommen und damit ein weiterer Terroranschlag vereitelt. Die Verdächtigen werden offiziell beschuldigt, eine kriminelle Vereinigung in Verbindung mit einem terroristischen Vorhaben gebildet zu haben. Ihnen wird außerdem die gemeinschaftliche Herstellung und Zündung von Sprengmitteln vorgeworfen.

12.02. Bei einer Demonstration gegen Polizeigewalt in einem Pariser Vorort kommt es zu Ausschreitungen. Hintergrund ist der Fall eines 22 Jahre alten Franzosen, der zuvor bei der Festnahme durch vier Polizisten schwer verletzt worden war. Gegen einen der vom Dienst suspendierten Polizisten wird wegen des Verdachts der Vergewaltigung ermittelt. Gegen die drei anderen Polizisten laufen Ermittlungen wegen vorsätzlicher Gewalt. Bereits im Laufe der Woche hatten im benachbarten Aulnay-sous-Bois Autos gebrannt.

13.02. Angesichts der großen globalen Herausforderungen in Bezug auf Sicherheit, Migration, Umwelt und Politik und vor dem Hintergrund der Veränderungen internationaler Gegebenheiten sei eine starke Solidarität zwischen Paris und Berlin zum Zusammenhalt Europas notwendiger

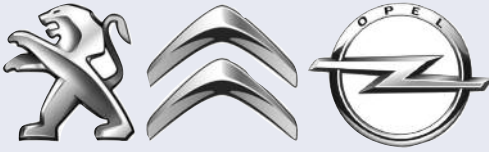
denn je, so Premierminister Bernard Cazeneuve auf einer gemeinsamen Pressekonferenz mit Bundeskanzlerin Angela Merkel in Berlin.

17.02. Außenminister Jean-Marc Ayrault, und Verteidigungsminister Jean-Yves Le Drian sind Gäste der Münchener Sicherheitskonferenz, wo es hauptsächlich um die Zukunft der transatlantischen Beziehungen und der NATO, den Stand der europäischen Zusammenarbeit bei Sicherheit und Verteidigung und um die Beziehungen zu Russland geht.

19.02. In mehreren Städten Frankreichs kommt es zu Protesten gegen Korruption in der Politik. Auf vielen Protestschildern sind Parolen zu lesen, die sich gegen den konservativen Präsidentschaftskandidaten François Fillon richten. Dieser steht wegen des Vorwurfs der Scheinbeschäftigung seiner Ehefrau in der Kritik.

21.02. Frankreichs Ex-Präsident Nicolas Sarkozy wird Mitglied des Verwaltungsrates des Hotelkonzerns *Accor*. Dort solle er ein neu eingerichtetes Gremium für internationale Strategie führen, so das Unternehmen. Die Terroranschläge in Frankreich hatten dem Konzern zuletzt zugesetzt. Der Umsatz war in den ersten sechs Monaten 2016 um 4,7 % auf 2,6 Milliarden Euro gesunken.

21.02. Zehn Jahre nach der Verabschiedung der „*Pariser Prinzipien*“ zum Schutz der Kinder vor der Rekrutierung durch Streitkräfte oder bewaffnete Gruppen findet in Paris die internationale Konferenz „*Beschützen wir die Kinder vor dem Krieg*“ statt. Ziel ist es, neben den 105 Signatarstaaten weitere Staaten zur Übernahme der „*Pariser Prinzipien*“ von 2007 zu gewinnen. Staatspräsident Hollande formuliert in seiner Eröffnungsrede vier Prioritäten für die internationale Gemeinschaft: Stärkung der Kinderrechte in bewaffneten Konflikten, Aufstockung der finanziellen Hilfen zur Verbesserung der Lebensbedingungen von Kindern in Krisengebieten, Förderung des Zugangs zu Bildung und Gesundheit. Schließlich sollen Schulen und Krankenhäuser als Kriegziele wie in Syrien verhindert werden.



Peugeot-Opel : Fusion ou alliance ?

L'annonce faite par *PSA Peugeot Citroën* le 15 février de son intention de racheter le constructeur automobile allemand *Opel* préoccupe le gouvernement allemand, qui entend associer pleinement les salariés aux négociations et maintenir les emplois. Le groupe français confirme le 5 mars qu'un accord a été conclu pour une somme de 1,3 milliard d'euros avec *General Motors* (GM), la maison-mère de la marque déficitaire *Opel*, ce qui fera de PSA le deuxième constructeur européen après *Volkswagen*.

Pour le syndicat *IG Metall* et le comité d'entreprise d'*Opel*, qui n'ont pas été informés de ces intentions, ce rachat constitue « *une violation des règles allemandes et européennes en matière de co-gestion* ». La presse critique le fait que le ministre de l'Economie, Michel Sapin, en déplacement officiel en Allemagne, n'ait pas parlé de ce projet à ses interlocuteurs, alors que l'Etat français est actionnaire de PSA à hauteur de 14 %. Nombreux sont ceux qui craignent que l'objec-

tif de la fusion ne peut être que la mise en commun des capacités, ce qui signifie que tôt ou tard des usines vont devoir être fermées, sans garantie aucune pour l'avenir. *Opel* compte 38 000 salariés dans cinq pays en Europe, dont la moitié en Allemagne.

Le secrétaire général de PSA, Olivier Bourges, puis le président-directeur général Carlos Tavares (dans un entretien téléphonique) auraient apporté des garanties, entre autres le maintien des investissements dans les sites de production d'*Opel* jusqu'à 2020 et pas de suppressions d'emplois d'ici à fin 2018, deux dates qui obligent de toute manière de respecter les obligations contractuelles qui lient *Opel* et *General Motors*.

Le Centre de recherche en matière automobile de l'université de Duisburg-Essen estime cependant que 6 250 emplois seraient menacés en Allemagne par ce rachat. La ministre du Travail et des Affaires sociales, Andrea Nahles, estime pour sa part que cette « *coopération reposant sur une base franco-allemande peut donner naissance à un champion* ». La ministre de l'Economie, Brigitte Zypries, se rend à Paris pour souligner avec son homologue français Michel Sapin la « *logique de politique industrielle* » de cette alliance qui pourrait favoriser la naissance d'un nouvel acteur européen d'envergure mondiale.

21.02. Die Vertiefung der Wirtschaftsbeziehungen zwischen Frankreich und der Volksrepublik China steht im Mittelpunkt des Besuchs von Premierminister Bernard Cazeneuve und einer Wirtschaftsdelegation in Peking und Wuhan. In dem Gespräch mit Premierminister Li Keqiang unterstreicht Cazeneuve die Vielfältigkeit der bilateralen Beziehungen. In der Provinz Hubei besucht er das Vorzeigeprojekt der französisch-chinesischen Wissenschaftskooperation, das Hochsicherheitslabor für epidemiologische Forschung P4 in Wuhan, und nimmt an einer Vorführung von Elektroautos der *Peugeot-Citroën-Dongfeng*- und der *Renault-Dongfeng*-Gruppe teil.

22.02. Gegen die Büroleiterin von *Front-National*-Chefin Marine Le Pen, Catherine Griset, wird in der Scheinbeschäftigungsaffäre ein Ermitt-

lungsverfahren eröffnet. Der Büroleiterin wird Vertrauensmissbrauch im Zusammenhang mit unrechtmäßig bezogenen Geldern des Europa-Parlaments zur Last gelegt. Anfang März weigert sich Le Pen einer Vorladung der Ermittlungsrichter Folge zu leisten.

23.02. Der Grünen-Politiker Yannick Jadot zieht seine Präsidentschaftskandidatur zurück und unterstützt nun den Sozialisten Benoît Hamon. Erst am Vortag hatte der Zentrumsolitiker François Bayrou verkündet, nicht antreten zu wollen und sich hinter den unabhängigen Kandidaten Emmanuel Macron zu stellen.

24.02. Die französische Justiz leitet offizielle Ermittlungen gegen den konservativen Präsidentschaftskandidaten Fillon ein. Er soll seine Frau

Penelope jahrelang illegal als parlamentarische Mitarbeiterin bezahlt haben. Neben ihr hätten auch zwei seiner Kinder als angebliche Parlamentsgehilfen Geld für nichtexistierende Jobs bekommen. Am 29. März wird ein Ermittlungsverfahren gegen Penelope Fillon eingeleitet.

24.02. Die Nationalversammlung verabschiedet nach langem Ringen mit dem Senat ein Gesetz über unternehmerische Sorgfaltspflichten. Das Gesetz verpflichtet französische Unternehmen dazu, mit angemessenen Maßnahmen Menschenrechts- und Umweltrisiken zu identifizieren und diesen vorzubeugen sowie öffentlich Rechenschaft darüber abzulegen. Verletzungen dieser Pflicht können mit einem Bußgeld von bis zu dreißig Millionen Euro geahndet werden.

25.02. Präsident François Hollande reagiert empört auf Äußerungen des neuen Präsidenten Donald Trump zur Lage in Frankreich. „*Es ist nie gut, Misstrauen gegenüber einem befreundeten Land zu schüren*“, so Hollande am Rande der Landwirtschaftsmesse in Paris.

28.02. Nach Angaben des Statistikamts *Insee* fällt die Inflationsrate im Februar überraschend. Die Verbraucherpreise seien um nur 1,4 % zum entsprechenden Vorjahresmonat gestiegen. Im Januar hatte die Rate noch 1,6 % betragen. Die Europäische Zentralbank (EZB) strebt für den gesamten Währungsraum eine Inflationsrate von knapp 2 % an. Nach einem weiteren *Insee*-Bericht wächst auch die Wirtschaft. Das Bruttoinlandsprodukt stieg Ende 2016 im Vergleich zum Vorquartal um 0,4 %, bedingt durch steigende Konsumausgaben und höhere Investitionen von Unternehmen. Die EU-Kommission rechnet für dieses Jahr mit einem Wachstum von 1,4 % in Frankreich. 2016 waren es noch 1,1 %. Im Jahresvergleich sank auch die Arbeitslosigkeit im Januar um 2,5 %.

28.02. Drei neue Hochgeschwindigkeitsstrecken werden 2017 in Frankreich in Betrieb genommen: zwischen Tours und Bordeaux (340 km), Le Mans und Rennes (182 km) sowie die Umfahrung von Nîmes und Montpellier (80 km). Staats-

präsident Hollande unterstreicht bei der Einweihung der Strecke *Sud-Europe-Atlantique* die strukturelle Bedeutung großer Projekte für Frankreich und Europa. Im Einklang mit der Klimavereinbarung von Paris seien die neuen Strecken auch aus umweltpolitischer Sicht ein Schritt nach vorne, so der Präsident.

März/mars

01.03. Für seine Einstufung der Nazi-Gaskammern als „*Detail der Geschichte*“ wird *Front-National*-Gründer Jean-Marie Le Pen erneut verurteilt. Das Pariser Berufungsgericht verhängt 30 000 Euro Geldstrafe gegen den rechtsextremen Politiker.

02.03. Das Europaparlament hebt auf Antrag der französischen Justiz die Immunität der rechtsextremen Abgeordneten und *Front-National*-Vorsitzenden Marine Le Pen wegen der Verbreitung von Gewaltbildern auf. Hintergrund sind Ende 2015 von Le Pen über den Kurzbotschaftendienst *Twitter* verbreitete Gräuelfotos von Opfern der Dschihadistenmiliz Islamischer Staat (IS).

04.03. Im Kosovo bekunden mehrere tausend Menschen dem in Frankreich festgesetzten früheren Regierungschef Ramush Haradinaj ihre Unterstützung. Die Demonstranten fordern Frankreich auf, von einer Auslieferung an Serbien abzusehen. Die serbischen Behörden werfen Haradinaj, einem ehemaligen Anführer der Rebellenorganisation UCK, Verbrechen an der serbischen Zivilbevölkerung während des Kosovo-Krieges (1998–1999) vor.

06.03. Staatspräsident Hollande begrüßt in einem Kommuniqué die Einigung zwischen PSA und *General Motors* zur Übernahme von *Opel Vauxhall* durch PSA.

06.03. François Hollande empfängt die Regierungschefs Deutschlands, Italiens und Spaniens zu einem Treffen zur Vorbereitung des Europäischen Rates (9. März) sowie der Feierlichkeiten zum 60. Jahrestag der Römischen Verträge (25. März) in Versailles. Bei der gemeinsamen Pressekonferenz unterstreicht er den gemeinsamen Wil-

len, Lösungen für die großen Probleme zu finden, was mit Abschottung und der Ablehnung anderer sowie der Solidarität nicht gelingen werde.

06.03. Das politische Komitee der Partei *Les Républicains* erneuert einstimmig seine Unterstützung für François Fillon. Das Treffen des Gremiums war angesetzt worden, um über die schwierige Lage von Fillons Kandidatur zu sprechen. Zahlreiche Parteifreunde hatten in den vergangenen Tagen seinen Rücktritt gefordert. Am Tag zuvor hatte sich Fillon mit einer Großkundgebung vor zehntausenden Anhängern gegen Rücktrittsfordern aus dem eigenen Lager gestemmt.

07.03. Für das europäische Erdbeobachtungsprogramm *Kopernikus* wird ein weiterer Satellit ins All gebracht. Eine *Vega*-Rakete des Weltraumunternehmens *Arianespace* startete planmäßig mit dem Satelliten *Sentinel-2B* vom Weltraumbahnhof Kourou in Französisch-Guyana. Knapp eine Stunde später setzte Vega den 1 130 Kilogramm schweren Satelliten auf seine Umlaufbahn.

07.03. Emmanuel Macrons gesundheitspolitischer Berater, Jean-Jacques Mourad, tritt wegen möglicher Interessenskonflikte durch seine Tätigkeit für ein Pharmaunternehmen zurück. Mourad hatte diese Tätigkeiten zuvor nicht angegeben.

08.03. Nach einem Wasserrohrbruch im elsässischen Atomkraftwerk Fessenheim wird der Stromkonzern EDF zu 7 000 Euro Geldstrafe verurteilt. Ein Gericht in Guebwiller spricht den Reaktorbetreiber wegen eines Verstoßes gegen das französische Umweltrecht schuldig. Konkret wird EDF vorgeworfen, nicht ausreichend nach den Ursachen für einen schweren Wasserschaden gesucht und nicht die notwendigen Reparaturen vorgenommen zu haben.

14.03. Frankreich öffnet einen humanitären Korridor für Flüchtlinge aus dem Libanon. 500 besonders gefährdete Menschen sollen in den nächsten 18 Monaten ein Visum für Frankreich erhalten, so die französische Bischofskonferenz in Paris. Die Flüchtlinge könnten dann legal mit dem Flugzeug nach Frankreich reisen und müssen

Rapatriement d'or

En Allemagne, l'or représente les deux tiers des réserves monétaires, le tiers restant étant constitué de réserves en devises ou de droits de tirage à l'égard du Fonds monétaire international (FMI). La Cour des Comptes avait demandé en 2012 un meilleur contrôle de ces réserves d'or stockées à l'étranger – la *Bundesbank* ne les avait en effet jamais détenues dans ses propres locaux et ignorait même la quantité avec exactitude de ces avoirs. La banque fédérale a donc établi une liste et décidé dès 2013 le rapatriement des stocks pour qu'à terme la *Bundesbank* détienne dans ses coffres la moitié des réserves d'or. Le président du directoire de la banque, Carl-Ludwig Thiele fait le point de cette action le 9 février à Francfort : En date du 31 décembre 2016, l'or allemand était réparti entre Francfort/Main (1 619 tonnes, soit 47,9 %), New York (36,6 %), Londres (12,8 %) et Paris (2,7 %). L'opération aux Etats-Unis est terminée depuis le mois de septembre 2016, avec le rapatriement de 111 tonnes (sur les 300 tonnes récupérées depuis 2013), 1 236 tonnes restent cependant à New York. La Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) avait dans un premier temps refusé d'envoyer l'or allemand en Allemagne. Les commissaires allemands chargés de constater l'existence et l'importance des stocks n'avaient pas été autorisés à le faire. L'opération réalisée depuis la France devrait être achevée en 2017, soit trois ans plus tôt que prévu. 105 tonnes en provenance de la Banque de France à Paris (sur 283 tonnes déjà expédiées) ont été envoyées en Allemagne en 2016, ce qui porte à 3 378 tonnes les avoirs allemands pour une valeur de 119,3 milliards d'euros. Ces réserves d'or ont été accumulées dans les années 1950 et 1960, alors que les exportations allemandes connaissaient une rapide expansion. Par prudence – entre autres en raison de la Guerre froide et dans l'hypothèse d'une éventuelle crise monétaire – la *Bundesbank* a converti directement en or auprès de la banque centrale américaine (ce qui était possible à l'époque) les dollars américains payés pour les exportations allemandes.

nicht mehr die gefährliche Route über das Mittelmeer wählen. Frankreich ist nach Italien der zweite EU-Mitgliedsstaat, der einen humanitären Korridor in den Libanon öffnet.

15.03. In der Diesel-Abgasaffäre erhebt die französische Behörde für Wettbewerb, Verbraucher und Betrugsbekämpfung (DGCCRF) schwere Vorwürfe gegen den Autobauer *Renault*. Laut ihrem Bericht gibt es möglicherweise schon seit mehr als 25 Jahren Strategien, um bei Abgastests zu betrügen. Einige dieser Praktiken seien bereits 1990 eingeführt worden.

16.03. In einem Telefongespräch tauschen sich Bundeskanzlerin Angela Merkel und Staatspräsident François Hollande über die Spannungen zwischen der Türkei und einigen europäischen Mitgliedsstaaten aus. Beide bewerten Nazi-Vergleiche oder andere verbale Angriffe auf Deutschland und weitere EU-Staaten als inakzeptabel.

20.03. Wegen eines Wasserlecks im nichtatomaren Bereich wird ein Reaktor im nordfranzösischen Atomkraftwerk Flamanville heruntergefahren. Damit produziert Flamanville derzeit keinen Strom mehr: Der andere Reaktor des am Ärmelkanal gelegenen Atomkraftwerks war Anfang Februar nach einer Detonation und einem Feuer im Maschinenraum heruntergefahren worden.

20.03. Fünf Wochen vor der Präsidentschaftswahl liefern sich die fünf aussichtsreichsten Kandidaten ihr erstes TV-Duell. Themen sind u. a. der Islam, Terrorismus, EU und Einwanderung.

20.03. Nach Angaben der französischen Anti-betrugsbehörde hat der Automobilhersteller *Opel* die Verbraucher bei Dieselabgasen nicht getäuscht. Die Untersuchungen beruhen auf Tests sowie Dokumenten, die Opel übermittelt hatte. Die Überprüfungen waren nach dem Skandal um manipulierte Abgaswerte bei *Volkswagen* angeordnet worden.

20.03. Im Khorsabad-Hof des *Louvre* in Paris findet unter dem Vorsitz Frankreichs, der Arabischen Emirate (VAE) und der Unesco eine inter-

nationale Geberkonferenz zum Schutz von durch den Terrorismus und militärische Konflikte bedrohten Kulturgüter statt. Der Aufbau eines diesbezüglichen Fonds war auf einer internationalen Konferenz im Dezember 2016 in Abu Dhabi in die Wege geleitet worden. Der Fonds wird seinen Sitz in Genf haben. Von den bis 2019 angestrebten 100 Millionen Dollar zu seiner Finanzierung konnten auf der Konferenz 75 Millionen an Verpflichtungserklärungen eingesammelt werden.

21.03. Innenminister Bruno Le Roux tritt nach Vorwürfen gegen ihn im Zusammenhang mit Scheinbeschäftigungen seiner Töchter zurück. Demnach haben beide rund 55 000 Euro bekommen. Nachfolger von Le Roux wird der deutsch-französische Politiker Matthias Fekl, zuletzt Staatssekretär im Außenhandelsministerium.

21.03. Die französische Justiz weitet die Ermittlungen gegen den konservativen Präsidentschaftskandidaten François Fillon aus. Demnach gehe es nun auch um den Verdacht des „*schweren Betrugs und der Fälschung*“. Laut der Tageszeitung *Le Monde* geht die Staatsanwaltschaft dem Vorwurf nach, dass Fillon falsche Dokumente ausstellte, um Zahlungen an seine Frau Penelope zu rechtfertigen.

23.03. In einer Grundsatzrede bezieht Außenminister Jean-Marc Ayrault Stellung zur Rolle und den Perspektiven der französischen Diplomatie vor dem Hintergrund der internationalen Herausforderungen. Im Mittelpunkt steht dabei die Verteidigung der Werte und der Interessen Europas und Frankreichs sowie die Stärkung des Multilateralismus und der Erneuerung Europas.

24.03. Im Anschluss an die Feier zum 60. Jahrestag der Unterzeichnung der Römischen Verträge in Rom weist Staatspräsident Hollande auf die Erfolge der Europäischen Union hin und unterstreicht die Bedeutung Europas im Kampf gegen den Terrorismus, beim Umweltschutz und der Entwicklung der Zukunftsindustrien. Frankreich unterstütze die Botschaft der Erklärung zum Jahrestag der Verträge für die nächsten Jahre voll und ganz, so der Präsident.

24.03. Auf Initiative Frankreichs und Italiens verabschiedet der Sicherheitsrat der Vereinten Nationen in New York einstimmig eine Resolution zum Schutz von Kulturgütern bei bewaffneten Konflikten. In die Arbeiten zur Vorlage der Resolution waren auch andere Länder, insbesondere die Vereinigten Arabischen Emirate, eingebunden. Die im Beisein von UNESCO-Generalsekretärin Irina Bokova verabschiedete Resolution ist die erste ihrer Art.

24.03. Nach Angaben des Arbeitsministeriums sinkt die Zahl der Arbeitslosen um 3 500 auf 3,464 Millionen. Volkswirte hatten mit einem Rückgang um 10 000 Arbeitslose gerechnet. Im Gesamtjahr 2016 ist die Arbeitslosenzahl erstmals seit neun Jahren zurückgegangen.

24.03. Einen Monat vor der ersten Runde der französischen Präsidentschaftswahlen trifft die rechtspopulistische Kandidatin Marine Le Pen in Moskau mit Staatschef Wladimir Putin zusammen. Es sei „*interessant*“, sich mit der *Front-National*-Vorsitzenden über die Entwicklung der bilateralen Beziehungen auszutauschen, so Putin. Die Politikerin repräsentiere ein „*politisches Spektrum*“ in Europa, das sich rasch entwickle. Marine Le Pen hatte vor ihrem Gespräch mit Putin bereits Parlamentspräsident Wjatscheslaw Wolodin getroffen und sich für eine enge Kooperation beider Länder im Kampf gegen den Terrorismus ausgesprochen.

27.03. Der französische Staat ordnet seine Beteiligung an dem Autobauer PSA neu. Der Anteil von 12,7 % an PSA geht für 1,92 Milliarden Euro an die öffentliche Bank *Bpifrance*, so die Agentur für Staatsbeteiligungen. PSA mit den Marken *Peugeot* und *Citroën* will den bisher zu *General Motors* gehörenden Autohersteller Opel kaufen.

30.03. Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier trifft zu Gesprächen mit Staatschef François Hollande im Elysée-Palast zusammen und sendet dabei eine klare Botschaft: Deutschland und Frankreich müssten angesichts des britischen EU-Austritts und populistischer Strömungen Verantwortung für die Zukunft Europas übernehmen.



Une inauguration tardive

Après quelques dix années de travaux, la Philharmonie de Hambourg, sur les rives de l'Elbe, est inaugurée le 11 janvier par un concert donné par l'orchestre philharmonique de la radio régionale *NDR*. Plus de 2 100 invités assistent à ce concert conçu comme un voyage musical à travers quatre siècles d'histoire de la musique, dont le président de la République Joachim Gauck et la chancelière Angela Merkel. Le bâtiment en verre, construit par les architectes suisses Jacques Herzog et Pierre de Meuron sur le socle en briques d'un ancien entrepôt de thé et de cacao, ressemble à un vaisseau de 110 mètres de haut. Il est déjà considéré comme une attraction touristique et a même déjà un surnom : *Elphi* (pour *Elbphilharmonie*). À l'origine, l'inauguration était prévue pour 2010, mais de nombreux litiges entre les autorités et les entrepreneurs ainsi que de multiples modifications ont fait passer le coût du chantier de 77 à 789 millions d'euros en dix ans.

30.03. Nach monatelangen Verhandlungen einigen sich Arbeitgeber und Gewerkschaften darauf, das Arbeitslosengeld für einen Teil der älteren Versicherten nur noch zwei statt drei Jahre lang auszuzahlen.

Ehrungen/Distinctions

Angela Merkel, chancelière, reçoit le 12 janvier à Bruxelles le titre de docteur *honoris causa* des universités de Gand et Louvain.

Joachim Gauck, président de la République, est fait docteur *honoris causa* de la Sorbonne le 26 janvier à Paris, lors de son dernier déplacement officiel en France en sa qualité de chef de l'Etat. Le 18 février, il ne peut se rendre, pour cause de maladie, à la Conférence de Munich sur la sécurité, où il devait recevoir le prix Ewald-von-Kleist 2017 (distinction instaurée en 2009) pour son engagement pour la paix et la gestion des conflits.

Frank-Walter Steinmeier, scheidender Bundesaußenminister, wird am 26. Januar mit dem Verdienstorden der französischen Ehrenlegion, der wichtigsten Auszeichnung für besondere Verdienste, ausgezeichnet. Den Orden überreicht ihm sein Amtskollege Jean-Marc Ayrault bei einer Zeremonie im französischen Außenministerium.

Hélène Miard-Delacroix, professeur d'histoire et civilisation de l'Allemagne contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, se voit attribuer le février le Prix international de la Recherche de la fondation Max Weber. Ce prix doté de 30 000 euros lui permettra d'effectuer un séjour de recherche au Collège d'histoire à Munich.

L'ambassade de France à Berlin va décerner un prix franco-allemand de la Science, sous le patronage de Jean-Marie Lehn, Prix Nobel de Chimie. Ce prix a été baptisé *Forcheurs*, néologisme créé pour le livre de **Gérard Foussier** publié en 2015 par le *Dokumente Verlag* sur les amitiés entre chercheurs des deux pays.

Verstorben/Décédés

François Chérèque, ehemaliger Vorsitzender der Gewerkschaft CFDT (von 2002 bis 2012), stirbt

nach langer Krankheit am 2. Januar im Alter von 60 Jahren.

Georges Prêtre, Dirigent, stirbt am 5. Januar im Alter von 92 Jahren. Er ist im Laufe seiner Karriere in zahlreichen großen Opernhäusern der Welt aufgetreten und war zeitweise Generalmusikdirektor der Pariser Oper. Zweimal hat er das prestigeträchtige Neujahrskonzert der Wiener Philharmoniker dirigiert.

Roman Herzog, ancien président de la République (de 1994 à 1999), décède le 10 janvier à l'âge de 82 ans. Il avait été aussi président de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Brunhilde Pomsel, ancienne secrétaire et sténodactylo de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande de Hitler, décède le 30 janvier. Elle avait 106 ans. Elle avait vécu les dernières heures du *Führer* dans le bunker de Berlin en avril 1945, mais n'avait cessé d'affirmer qu'elle n'avait jamais entendu parler de l'extermination des juifs.

Raymond Kopa, Fußballspieler polnischer Abstammung, stirbt 85-jährig am 3. März in Angers. Er gehörte weltweit zu den Spitzenspielern des 20. Jahrhunderts.

Peter Strelzyk, électricien originaire de Thuringe, meurt le 11 mars à Jena à l'âge de 74 ans. Son nom est certes peu connu, mais il avait réussi en 1979 à fuir la RDA pour atterrir en Bavière avec sept autres personnes (dont quatre enfants) dans une montgolfière artisanale. Son aventure avait été adaptée au cinéma en 1982 (*Mit dem Wind nach Westen*, vers l'Ouest avec le vent).

Christine Kaufmann, actrice, née d'un père allemand et d'une mère française, décède à 72 ans le 28 mars à Munich. Elle avait commencé sa carrière à l'âge de 7 ans en 1952 dans une adaptation du film *Im weißen Rössl* (L'auberge du cheval blanc).